Avons-nous une politique extérieure?

Si le Congrès de Marseille a été divisé sur la participation au cabinet Chautemps, on peut dire qu'il a été unanime sur la nécessité de renforcer le programme intérieur du F. P., de se diriger vers des réformes de structure.

Quelles chances avons-nous de voir se réaliser ce vœu unanime du parti? Nul ne doit se dissimuler qu'il faut pour cela opérer un sérieux redressement du F. P., revenir à un Front populaire de combat, qui engage franchement la lutte contre les trusts, les oligarchies financières et industrielles.

Que ce soit là la volonté unanime des masses et de la majorité du pays, c'est indéniable. Mais quelles sont les conditions d'une lutte de ce genre?

Si le gouvernement Blum a dû composer avec ces puissances, puis finalement céder devant elles et s'en aller, c'est à cause de difficultés financières de plus en plus graves. Or, la *moitié environ du déficit était constituée par les dépenses militaires extraordinaires.*

Si Blum a renoncé à faire appel aux masses du F. P. pour se maintenir au pouvoir (malgré une déclaration magnifique de Jouhaux contre les intrigues de couloir, déclaration qui n'a guère été suivie d'effet) c'est avant tout pour ne pas créer d'agitation en France, devant une situation extérieure délicate.

Si l'on songe en outre aux affaires d'Espagne et à leurs répercussions de tout genre, on s'aperçoit que, sauf peut-être pendant les premières semaines, *le gouvernement Blum a été constamment dominé par le péril extérieur*, et que, *faute d'avoir su ou pu y remédier*, il a été obligé de modérer ou de modifier son action, de renoncer à appliquer certains points de son programme, et finalement de s'en aller.

Il n'est pas besoin d'être prophète pour prévoir que les mêmes difficultés qui ont arrêté le gouvernement Blum arrêteront le gouvernement Chautemps, en admettant que le gouvernement Chautemps veuille résolument lutter contre les trusts, et arrêteront tout autre gouvernement qui s'engagera dans cette voie.

On peut même être sûr que, la solidarité des capitalismes (libéraux ou totalitaires) jouant sur le plan international, *les difficultés extérieures, les dangers de guerre augmenteront, comme par hasard, juste au moment où l'on voudra mettre en pratique un programme hardi de politique intérieure.*

Il est donc bien clair qu'aucun programme, si précis soit-il, ne sera réalisé, si l'on est décidé d'avance à céder au chantage du péril extérieur, si l'on ne renonce pas à l'union sacrée, si l'on n'a pas une politique extérieure claire, cohérente, efficace, qui puisse éloigner les dangers de guerre sans nous mettre à la remorque du grand capitalisme français!

Avons-nous cette politique extérieure, seule digne d'un parti comme le nôtre?

L'examen de la motion votée par la majorité au Congrès de Marseille est plutôt décevante à cet égard.

La partie de cette motion qui a pour titre : « *Pour la paix des peuples* » tient peu de place et semble avoir été quelque peu bâclée. Et pourtant c'est là le problème essentiel, celui dont la solution commande celle de tous les autres!

Qu'y a-t-il dans cette partie de la motion ?

1° *Reconnaissance à Léon Blum... pour avoir affirmé sa fidélité à la conception de la paix indivisible par la sécurité collective.*

En somme : pour avoir fait un discours à Genève! Si c'est là tout ce que les rédacteurs de la motion ont trouvé de louable dans la politique extérieure de Blum, c'est peu! Et l'on peut même considérer que c'est un blâme implicite de l'action de Blum, puisque cette action n'est pas même mentionnée.

Quant à la réalisation effective de la sécurité collective, chacun sait qu'elle est plus éloignée que jamais, et les tenants officiels de la S. D. N. avouent qu'elle est irréalisable et chimérique (Delbos, Titulesco, etc.).

2° Le Congrès souhaite que la France républicaine *continue de travailler sans réserve au renforcement du Pacte, notamment de son article* 16 (comme si un seul pays croyait encore au Pacte!), *de développer les pactes de garantie et d'assistance mutuelle qui, conçus dans le cadre de la S.D.N. et ouverts à tous, ne peuvent en rien être comparés aux anciennes alliances.*

La seconde partie du vœu contredit la première, car si le Pacte général de la S. D. N. était quelque chose de réel, nul pays ne songerait à signer des pactes particuliers.

Mais cet éloge du Pacte franco-russe (car il s'agit bien de lui) est pour le moins inattendu dans la motion de la majorité, si l'on songe que Blum s'est constamment refusé à signer les accords militaires que réclamaient les Soviets (ce que les communistes ne lui ont pas pardonné) et a orienté toute sa politique vers l'alliance avec l'Angleterre.

Remarquons aussi que trois affirmations ne font pas une vérité.

Il est faux que le Pacte franco-russe soit conçu dans le cadre de la S. D. N., puisqu'il prévoit *une aide et une assistance immédiates*, et qu'il joue *même si le Conseil de la S. D. N. n'énonce aucune recommandation* ou n'arrive pas à un vote unanime. (Art. 2 et 3 du Pacte.)

Il suffit de relire les discours faits à la Chambre lors de la ratification du Pacte pour se rendre compte qu'il était ouvertement établi à l'encontre de l'Allemagne — et il est donc peu sincère de le dire « *ouvert à tous* ». D'ailleurs, pourquoi fait-on grief à l'Allemagne, mais *non à l'Angleterre*, de ne pas y adhérer?

Enfin, la vérité est que ce Pacte, comme tous les pactes, est comparable *en tout* aux anciennes alliances. Mais il faut bien se défendre de retomber dans les vieilles politiques d'alliances et d'armements, c'est-à-dire dans la politique de force! Comme s'il n'était pas plus simple de dire que nos alliances et nos armements sont la meilleure garantie de la paix, tandis que les alliances et les armements des autres sont une menace de guerre! On s'étonne qu'il ne se soit pas trouvé un Grumbach pour insérer dans la motion un alinéa de ce genre, d'une évidence aussi rassurante.

3° Le Congrès félicite le Front populaire d'être *demeuré fidèle à la conception du désarmement général*, simultané et contrôlé, etc...

Ici les commentaires sont vraiment inutiles. Ils seraient trop amers!

Si cet article avait été rédigé par un collaborateur du *Canard enchaîné*, il n'aurait pas été plus férocement ironique.

Si nous revenons à l'ensemble, nous pouvons nous étonner que le Congrès félicite le *gouvernement* et le *Front populaire*, adresse un vœu à la *France républicaine*, mais ne s'adresse nullement au Parti socialiste, dont *le nom n'est pas prononcé dans cette partie de la motion.*

Aurions-nous renoncé à avoir une politique extérieure spécifiquement socialiste!

Ou bien ce silence est-il dû à une sorte de pudeur, d'embarras bien compréhensible quand on se reporte aux décisions traditionnelles du Parti sur cette question?

Je ne sais quelle explication est la vraie, mais je déplore que la majorité du Congrès ait accepté un texte qui justifie toutes les critiques.

En effet, ce texte constitue un recul très net (pour ne pas dire un désaveu) par rapport aux idées souvent exprimées par Blum, et notamment dans son discours de Lyon. Tout se passe comme si les défenseurs de la motion Blum-P. Faure, dans leur désir d'obtenir le plus possible de voix pour approuver la participation au cabinet Chautemps, avaient fait aux zyromskistes toutes les concessions en matière de politique extérieure.

Est-il nécessaire de montrer que c'est pourtant à la point capital? Ce n'est pas à des socialistes qu'on devrait avoir besoin de rappeler que les guerres ont avant tout des causes économiques; que, dans la jungle capitaliste, des impérialismes rivaux (grimés en fascismes ou en démocraties) se disputent les marchés et les matières premières, et que si les peuples n'arrivent pas à imposer à leurs capitalismes respectifs les ententes et les sacrifices nécessaires, c'est eux qui seront sacrifiés sans espoir de leur satisfaction de savoir pourquoi ils se battront.

En fait, cette motion qui devrait être une synthèse de tendances spécifiquement socialistes, est au contraire le résultat de deux déviations opposées, mais qui finissent par se rejoindre :

1° *La déviation radicalisante* ou démocratique (foi sans réserve dans la S.D.N., dans la conception juridique de la paix — et acceptation de la défense nationale, considérée comme la défense de la démocratie menacée) ;

2° *La déviation communisante*, ou plutôt stalinienne (utilisation de la S. N.D. et acceptation de l'union sacrée pour la défense de l'U.R.S.S.).

Par un paradoxe qui s'explique assez, d'ailleurs, la véritable position socialiste, absente de cette motion, se retrouve dans la motion, dite extrémiste, de Marceau Pivert — de même qu'on y retrouve la véritable position socialiste en politique intérieure (voir les cahiers de Huyghens). — Tant il est vrai que l'opportunisme gouvernemental, qu'il s'agisse du gouvernement Léon Blum ou du gouvernement soviétique, conduit à l'oubli de la doctrine socialiste.

A nous de la rappeler à l'ensemble du Parti.

G. BROUSSAUDIER.
(Alpes-Maritimes.)

LA TRAGEDIE ESPAGNOLE

Nous n'avons pas reçu à temps l'article de Jean Mathieu sur les événements tragiques d'Espagne et les persécutions odieuses contre l'avant-garde ouvrière... Nous consacrerons une large place dans notre prochain numéro au drame espagnol. Mais, dès à présent, nos camarades sont invités à se reporter aux deux articles du « Populaire » (Tribune libre) signés Marceau Pivert et Daniel Guérin, où ils retrouveront l'essentiel des conclusions rapportées d'Espagne par la Commission d'enquête qui s'y était rendue.

LES CAHIERS ROUGES.

Les Socialistes américains nous approuvent

Marceau Pivert a reçu la lettre suivante de Roy E. Burt, secrétaire exécutif du Parti socialiste américain :

... Jamais les socialistes du monde entier n'ont dû faire face à une tâche aussi grande que celle d'aujourd'hui : l'agonie croissante du capitalisme qui se tourne vers le fascisme afin de subsister un peu plus longtemps, les dangers de guerre, le confusionnisme du soi-disant libéralisme, tout cela nécessite que les socialistes fassent connaître leur position et leur doctrine, courageusement et sans compromis.

Le parti socialiste des Etats-Unis a un sens approfondi de l'Internationalisme. En Amérique même et à travers le monde entier nous brandissons l'étendard d'un socialisme sans compromis.

L'administration de Roosevelt aux Etats-Unis est une tentative d'un groupe libéral en vue de sauver le capitalisme. Sous l'étiquette de cette direction libérale, un contrôle social a été exercé en vue de faire durer le capitalisme. C'est donc un capitalisme contrôlé (réglé et contrôlé dans l'intérêt même du capitalisme) que cette administration cherche à réaliser. Mais les socialistes insistent fermement sur l'abolition du capitalisme.

Un nouvel élan avec un but déterminé se fait jour dans les masses travailleuses de ce pays. Les socialistes s'en félicitent et consacrent toute leur activité à ce que le mouvement ouvrier devienne une force militante et bien décidée à utiliser sa puissance économique pour fonder une société nouvelle.

Contre la participation de notre gouvernement dans cette folle course aux armements et à la guerre, nous autres socialistes nous efforçons de soulever les masses des fermiers et ouvriers, étant bien décidés à tout mettre en œuvre pour que la plus grande résistance soit opposée à ce programme de guerre du capitalisme moderne.

Au nom des socialistes des Etats-Unis, je vous exprime ma joie de notre communauté de vues fraternelle...

La conception militaire de la sécurité, de même qu'elle conduit à l'idée de la « guerre inévitable », implique également une notion presque aussi redoutable, celle de la « guerre préventive ».

Léon BLUM,
« Les Problèmes de la Paix ».

NOS FRÈRES DES COLONIES

Fossoyeur des colonies ou fossoyeur du Socialisme?

La situation dans les colonies est devenue extrêmement grave et doit retenir toute l'attention des militants socialistes. Après avoir mis tous leurs espoirs dans le Front populaire et dans notre Parti (Message de Huyghens), les indigènes ont attendu en vain pendant un an la réalisation des promesses faites. Aujourd'hui, leur déception, leur colère s'expriment ouvertement. Le gouvernement répond, ouvertement lui aussi, par une répression brutale.

En Algérie, les masses, grisées par la mystique du projet Blum-Violette, avaient commencé le jour au mouvement à la fois réformiste, religieux et stalinien du Congrès musulman. Mais le projet Blum-Violette recule — et restera — à l'état de « projet »; et les masses déçues sont en train de se tourner vers les révolutionnaires de l'Etoile Nord-Africaine, devenue, depuis sa scandaleuse dissolution, le parti du peuple algérien. Dormoy riposte en faisant arrêter, à Alger, non seulement Messali et tout le Comité central du nouveau parti, mais également notre camarade Ben Salem, délégué au Congrès de Marseille, et coupable d'y avoir trop bien dénoncé le régime odieux des territoires du Sud.

Au Maroc, les masses, de plus en plus opprimées et misérables, se fâchent; et c'est l'explosion de Meknès; le gouvernement, dont Léon Blum est le vice-président, fait tirer dans le tas. De nombreux morts jonchent le sol.

En Indochine, deux des conseillers municipaux ouvriers de Saïgon sont condamnés à *deux mois de prison* pour simple « délit de presse ». Ils sont coupables d'avoir écrit leur déception et d'avoir conseillé aux masses de ne compter désormais que sur elles-mêmes... Dans leur geôle, ils font la grève de la faim. Marius Moutet s'engage à fond dans la politique de la « manière forte ». Il parle maintenant un langage ouvertement *impérialiste*. Il ne sera pas le fossoyeur de l'Indochine, il ne fera pas perdre à la France ses colonies, déclare-t-il à Loubet, de la Commission coloniale du Parti.

Nos ministres socialistes ne veulent pas être les « fossoyeurs des colonies ». Mais, d'un cœur léger, ils se font, aujourd'hui, dans les colonies, les *fossoyeurs du socialisme*. — D. G.

LES FEDERATIONS COLONIALES DU PARTI VIENNENT A NOUS

Rien d'étonnant à ce que les fédérations coloniales viennent à nous. N'avons-nous pas toujours placé la question coloniale au premier plan de notre action socialiste et révolutionnaire? N'avons-nous pas dénoncé depuis un an la honteuse carence du gouvernement de Front populaire sur ce terrain? D'ores et déjà, quatre fédérations coloniales : Maroc, Tonkin, Sud-Indochine, Côte d'Ivoire ont mandaté des camarades appartenant à notre tendance pour les représenter aux conseils nationaux et congrès du Parti.

Est-ce la raison pour laquelle le secrétariat du Parti met si peu d'empressement à reconnaître les fédérations du Tonkin, du Sud-Indochine et de la Côte d'Ivoire, pourtant régulièrement constituées? Est-ce la raison pour laquelle notre tendance n'a qu'un seul représentant à la fantomatique Commission coloniale du Parti?

IL FAUDRA QUE CELA CHANGE !

LE CONGRES CONSTITUTIF DE LA FEDERATION SUD-INDOCHINOISE DU PARTI SOCIALISTE, REUNI A SAIGON, LES 15 ET 16 AOUT, A ADOPTE UNE MOTION DONT VOICI LES PASSAGES ESSENTIELS :

Le Congrès... dénonce la contradiction absolue qui règne entre l'appel lancé par le Parti aux peuples coloniaux lors du Congrès de Huyghens et la politique nettement réactionnaire qui continue à être suivie en Indochine.

Il flétrit la politique de répression sévère et à sens unique qui ne cesse d'être pratiquée en Cochinchine et au Tonkin à l'encontre de tous ceux qui militent en faveur de la classe ouvrière et paysanne, cette politique créant dans le pays un courant d'opinion dangereusement préjudiciable au renom de la France républicaine et socialiste.

Il s'élève avec énergie contre les nouvelles condamnations prononcées ces derniers jours pour délits de presse ou d'action syndicale et demande la libération immédiate de toutes les victimes, aussi bien celles de la répression actuelle que celles des condamnations prononcées antérieurement.

Il demande qu'une épuration sérieuse des cadres de l'Administration supérieure de ce pays soit effectuée sans délai et qu'un minimum de réformes soit immédiatement apporté à la législation de l'Indochine, afin de légitimer la confiance que ses masses laborieuses ont vouée au Gouvernement issu des élections de 1936.

Il demande instamment qu'il soit envoyé d'urgence une commission composée de membres qualifiés du parti socialiste S.F.I.O., lesquels soigneusement documentés sur place, pourraient dès leur retour dans la métropole, montrer au camarade Marius Moutet, ministre des Colonies, le vrai visage et la vraie situation de l'Indochine française.

Il considère que l'action et le recrutement socialistes ne pourront prendre en Indochine un essor digne de notre grand Parti que le jour où sera reconnu aux indigènes le droit de s'associer, de former des syndicats, des fédérations, des partis politiques, et le jour où un minimum de réalisations ayant été apporté aux revendications immédiates des travailleurs indochinois, ceux-ci comprendront que le programme colonial du Parti socialiste n'est pas destiné à rester dans le domaine de la fiction.

N'oublions pas l'appel de Karl Liebknecht, du 1er mai 1916 :

« Debout pour le 1er Mai qui s'élève pour la deuxième fois sur une mer de sang, sur le sang des masses égorgées. LA GUERRE FORTIFIE LES RICHESSES ET L'AUTORITE DES CAPITALISTES PAR LE SUICIDE DE LA CLASSE OUVRIERE. LA MASSE DU PEUPLE DOIT SE PENETRER DE CETTE IDEE : PLUTOT L'INSURRECTION, PLUTOT LA REVOLUTION QUE LA GUERRE.»

... PLUS VRAI QUE JAMAIS!

L'attitude d'un parti politique en face de ses erreurs est un des critériums les plus importants et les plus sûrs pour juger si ce parti est sérieux et s'il s'acquitte réellement de ses devoirs envers sa classe et envers les masses laborieuses. Reconnaître franchement son erreur, en découvrir les causes, analyser les circonstances qui lui ont donné naissance, examiner attentivement les moyens de corriger cette erreur, voilà la marque d'un parti sérieux, voilà ce qu'est, pour lui, s'acquitter de ses devoirs, éduquer et instruire sa classe, et ensuite les masses.

LENINE, « La maladie infantile du Communisme », page 39.